

**JUGEMENT
N°108/19/CACC/TCC
DU 06 NOVEMBRE 2019**

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX**

**RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0862**

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Eric ASSOGBA

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

Nadjibath RAÏMI

GREFFIER : Hervé ADOUKONOU

C/

DEBATS : Le 30 octobre 2019

Marie-Claire David

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 06 novembre 2019.

AGBOTON épouse

TAKPA

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société TAMAC SARL

Nadjibath RAÏMI, Commerçante, de nationalité béninoise,
demeurant et domiciliée à Cotonou, au quartier Akpakpa, lieudit
Kowégbo ;

D'UNE PART

OBJET : Paiement

DEFENDERESSES:

Marie-Claire David AGBOTON épouse TAKPA, Gérante de
société, de nationalité béninoise, demeurant et domiciliée à Cotonou,
quartier Akpakpa, lieudit Sodjèatimè, carré N° 143-11 ;

Société TAMAC SARL, Société de droit privé béninois, ayant son
siège social à Cotonou, quartier Akpakpa, lieudit Sodjèatimè, carré
N°143-11, prise en la personne de sa gérante, Madame Marie-Claire
David AGBOTON épouse TAKPA, de nationalité béninoise, demeurant
et domiciliée ès-qualité au siège de ladite société ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Pour obtenir le paiement de la somme de trois millions vingt-trois mille trois cent quatre-vingt-trois (3.023.383) FCFA à l'égard de RAÏMI Nadjibath, AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA lui a adressé une sommation de payer par exploit du ministère de Maître LASSEHIN C. Antoine, Huissier de justice, en date du 26 septembre 2019 ;

En réaction, RAÏMI Nadjibath y a formé opposition par exploit en date du 08 octobre 2019, avec assignation à comparaître donnée à AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA et à la société TAMAC SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou ;

RAÏMI Nadjibath demande au tribunal de :

- constater qu'elle a acquis des pots de peinture auprès de AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA pour un montant de 1.724.000 FCFA dont elle a payé 902.800 FCFA et ne reste devoir que 821.686 FCFA;
- constater qu'elle a payé directement le peintre qui a exécuté les travaux ;
- constater que le produit HUMI BLOC dont elle s'est procurée n'a pas montré son efficacité et qu'elle soulève à bon droit l'exception d'inexécution ;
- dire qu'elle ne reste devoir que 821.686 FCFA ;

Devant le tribunal, RAÏMI Nadjibath n'a pas comparu ;

En revanche, AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA comparante, a versé des pièces au dossier,

en expliquant que la demanderesse lui doit la somme d'un million neuf cent quatre-vingt-quatorze mille cent quatre-vingt-huit (1.994.188) FCFA pour avoir payé par mobile money un acompte de trente mille (30.000) FCFA le 27 août 2019 ;

Qu'il y a lieu de la condamner au paiement ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que l'article 28 alinéa 1^{er} de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, dispose qu'à « *défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droits* » ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'au soutien de sa demande en paiement, AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA a produit au dossier deux (02) factures dont l'une porte au verso une décharge signée, par laquelle RAÏMI Nadjibath reconnaît lui devoir la somme de 2.024.188 FCFA au 23 août 2019 ;

Que tenant compte du paiement de trente mille (30.000) FCFA déclaré par AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA, il reste à la charge de RAÏMI Nadjibath la somme d'un million neuf cent quatre-vingt-quatorze mille cent quatre-vingt-huit (1.994.188) FCFA, qu'il convient de la condamner à payer, en la déclarant mal fondée en son opposition ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit, en la forme RAÏMI, Nadjibath en son action ;

Au fond, la déclare mal fondée en son opposition à paiement ;

Condamne RAÏMI Nadjibath à payer à AGBOTON Marie-Claire David épouse TAKPA la somme d'un million neuf cent quatre-vingt-quatorze mille cent quatre-vingt-huit (1.994.188) FCFA ;

Condamne RAÏMÏ Nadjibath aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT